

II INTRODUCTION

II.1 - Le réseau Natura 2000

Le réseau Natura 2000 a pour objectif de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire de l'Union européenne. Il assurera le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des habitats d'espèces de la flore et de la faune sauvage d'intérêt communautaire.

Il est composé de sites désignés spécialement par chacun des Etats membres en application des directives européennes dites "Oiseaux" et "Habitats" de 1979 et 1992.

II.2 - La procédure de désignation des sites Natura 2000

Ce réseau sera constitué de Zones de Protection Spéciale (ZPS) créées au titre de la directive Oiseaux du 2 avril 1979 (79/409) et des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) au titre de la directive Habitats Faune Flore du 21 mai 1992 (92/43).

La Directive Habitats Faune Flore comprend :

- Une annexe I qui définit des habitats naturels d'intérêt communautaire ;
- Une annexe II qui définit des espèces d'intérêt communautaire.

Des inventaires ont été réalisés permettant d'établir les Formulaires Standard de Données et les premières délimitations de sites. Ces sites sont ensuite soumis à consultation par le préfet aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale.

Au regard de ces précédentes étapes de désignation, la France propose à la Commission européenne une liste nationale de sites (sites transmis) susceptibles d'être reconnus d'importance communautaire (pSIC : proposition de site d'importance communautaire).

Après une mise en cohérence et une sélection au niveau européen, la liste des SIC est établie par la Commission Européenne en accord avec les Etats membres.

Les Etats membres désignent ensuite ces sites en Zones Spéciales de Conservation qui constituent avec les Zones de Protection Spéciales le réseau Natura 2000.

Les dispositions législatives et réglementaires relatives à Natura 2000 figurent aux articles L. 414-4 et R.414-19 à R 141-24 du code environnement.

II.3 - Positionnement des sites Natura 2000 concernées par rapport à la procédure de désignation des sites

Les 11 sites Natura 2000 concernés par le projet ont été transmis à la Commission européenne avant 2005.

Il s'agit des sites : Réseau hydrographique du Brion (FR7200801), Réseau hydrographique du Beuve (FR7200802), Vallée du Ciron (FR7200693), Champ de tir de Captieux (FR7200723), Champ de tir du Poteau (FR7210078) (ZPS), Réseau hydrographique des affluents de la Midouze (FR7200722), Réseau hydrographique du Midou et du Ludon (FR7200806), Adour (FR7200724), Coteaux de Pimbo, de Geaune, de Boueilh et de Castelnau (FR7200771), Coteaux de Castetpugeon, de Cadillon et de Lembeye (FR7200779) et le Gave de Pau (FR7200781).

En Aquitaine, de nouveaux sites Natura 2000 ont été proposés à la Commission européenne en 2005, mais aucun ne concerne le projet.

Quel que soit l'état d'avancement de la procédure, la pression d'observation sur le terrain est la même pour chacun de ces sites concernés.

La réalisation du DOCOB est en cours sur 3 sites Natura : Vallée du Ciron (FR7200693), le réseau hydrographique de la Midouze et de ses affluents (FR7200722) et le champ de tir de Captieux ZSC et ZPS (FR7200723 et FR7210078). Un DOCOB est terminé (validation fin 2004). Il s'agit des Coteaux de Pimbo, de Geaune, de Boueilh et de Castelnau (FR7200771).

"Remarque : l'étude d'incidences des sites Natura 2000 concernés par le projet, réalisée en 2003, s'est appuyée sur les données des Formulaires Standard de Données, datant de cette époque. Ces dernières ont depuis été actualisées. Quelques espèces et habitats naturels d'intérêt communautaire ont été rajoutée au FSD. On peut citer notamment le Toxostome et la Bouvière, qui n'ont jamais été observés localement (DIREN Aquitaine janvier 2006). Les autres espèces récemment découvertes, profiteront des mesures de réduction déjà proposées. Le concessionnaire devra cependant tenir compte des futures actualisations lors des phases ultérieures du projet."

II.4 - Objet de l'étude

Cette étude présente l'évaluation des incidences du projet sur les espèces et les habitats des SIC nommés précédemment, au regard de leurs objectifs de conservation, c'est-à-dire de l'ensemble des mesures requises pour maintenir ou rétablir les habitats naturels et les populations d'espèces de faune et de flore sauvages dans un état favorable. Cette évaluation répond en cela aux articles 6-3 et 6-4 de la Directive « Habitats » n° 92/43 transposée en droit français par l'ordonnance n° 2001-321 du 11 avril 2001, puis par le décret du 20 décembre 2001 (articles R.414-19 à R.414-24 du code environnement).

Les incidences seront évaluées au regard de leurs objectifs de conservation, c'est-à-dire de l'ensemble des mesures requises pour maintenir ou rétablir les habitats naturels et les populations d'espèces de faune et de flore sauvages dans un état favorable. Cette évaluation répond en cela aux articles 6-3 et 6-4 de la directive « Habitats » n° 92/43 transposée en droit français par l'ordonnance n° 2001-321 du 11 avril 2001.

L'article L. 414-4 du code de l'environnement précise que *« les programmes ou projets de travaux, d'ouvrage ou d'aménagement soumis à un régime d'autorisation ou d'appropriation administrative, et dont la réalisation est de nature à affecter de façon notable un site Natura 2000, font l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site. (...) L'autorité compétente ne peut approuver un programme ou projet (...) s'il résulte de l'évaluation que sa réalisation porte atteinte à l'état de conservation du site. »*

Ce texte est applicable aux zones spéciales de conservation (directive « Habitats » 92/43/CEE) comme aux zones de protection spéciale (directive « Oiseaux » 79/409/CEE).

L'article 6.2 de la directive « Habitats » dispose que *« les Etats membres prennent les mesures appropriées pour éviter, dans les zones spéciales de conservation, la détérioration des habitats naturels et des habitats d'espèces ainsi que les perturbations touchant les espèces pour lesquelles les zones ont été désignées, pour autant que ces perturbations soient susceptibles d'avoir un effet significatif eu égard aux objectifs de la présente directive »*.

S'il résulte de l'analyse mentionnée ci-dessus que les travaux, ouvrages ou aménagements peuvent avoir des effets notables dommageables, pendant ou après la réalisation du programme ou du projet, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire complète le dossier d'évaluation en indiquant les mesures de nature à supprimer ou réduire ces effets dommageables, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes.

La circulaire du 5 octobre 2004 explicite le contenu de l'évaluation des incidences des programmes et projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements susceptibles d'affecter de façon notable les sites Natura 2000.

Cette étude se décline en 6 grandes étapes :

- une description du projet et des sites Natura 2000 à l'étude ;
- une analyse de l'état initial des habitats naturels et des espèces pour lesquels le site a été désigné ;
- une analyse des incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes du projet sur l'état de conservation des habitats et des espèces du site ;
- les mesures pour réduire ou supprimer les incidences dommageables du projet sur l'état de conservation du site ;
- une estimation des dépenses correspondantes ;
- une conclusion sur les incidences significatives ou non du projet et des mesures de réduction associées sur l'état de conservation du site Natura 2000.